



## Message du Président

Mesdames et Messieurs, chères sœurs et frères,

Notre séance d'automne sera vouée pour l'essentiel à l'examen du rapport annuel du Chapitre de Saint Thomas. Cela nous a paru une bonne occasion d'ouvrir une réflexion qui nous occupera quelques années encore sur le thème « Église et patrimoine ». En clair, comment accorder leur juste place à nos bâtiments, qui absorbent beaucoup de notre énergie et de notre argent, alors que l'Église est bâtie sur la pierre vivante du Christ, qui nous appelle nous-mêmes à être des « pierres vivantes » formant une maison spirituelle (1 Pierre 2,4-5) ? Mais avant d'entrer dans ces points de l'ordre du jour, je vous propose un voyage en mots et en images, qui va nous amener dans les deux villes suisses de Genève et de Bâle. L'été qui vient de se terminer a en effet été l'occasion de rencontres ecclésiastiques internationales auxquelles j'ai eu le privilège de participer et que je vais évoquer brièvement devant vous.

### 1. Le Conseil de la Fédération Luthérienne Mondiale du 28 juin au 2 juillet 2018 à Genève

Du 28 juin au 2 juillet s'est tenu à Genève le Conseil de la Fédération Luthérienne Mondiale (FLM), autour du thème : « Vous avez reçu gratuitement, donnez gratuitement » Matthieu 10,8. Durant 6 jours, la cinquantaine de membres venant du monde entier, divisé pour la FLM en 8 régions, ainsi que de nombreux experts et invités, ont travaillé intensément en séance plénière et en commissions, dans le cadre du Centre œcuménique de Genève. Les journées étaient encadrées et enrichies par des célébrations quotidiennes dans la chapelle du Centre.

Après le message du président Musa Panti Filibus et le rapport du Secrétaire général Martin Junge, le Conseil a défini le cadre des priorités de la FLM pour les 6 ans à venir. Le document définissant la stratégie 2019-2024 s'intitule : « Avec passion pour l'Église et pour le monde ». Il décline en plan d'action les orientations définies par l'Assemblée mondiale à Windhoek et sera disponible en français au courant du mois d'octobre. Le Conseil a également débattu de l'hypothèse d'un transfert du siège dans un autre pays, en raison du coût prohibitif de Genève, 3<sup>e</sup> ville la plus chère au monde. Plusieurs hypothèses (transfert partiel ou total, externalisation de certaines fonctions) seront encore approfondies en vue d'une décision de principe au Conseil de juin 2019.

Le bilan qualitatif et financier de l'Assemblée de Windhoek a également été approuvé, ainsi que le budget 2019 de la FLM qui s'élève à près de 181 M€. 94% de ce budget sont affectés au Département « World service », l'« ONG » de la FLM qui accompagne près de 2,7 millions de personnes déplacées et réfugiées dans le monde, ainsi qu'à l'Hôpital Augusta Victoria de Jérusalem géré par la FLM. Le budget des actions propres et du fonctionnement de la FLM ne représente qu'environ 10 M€, couverts par les cotisations des Églises membres. Sur 145 Églises membres, seules 110 ont versé leur contribution en 2017, et les Églises membres d'Europe du Nord, de l'Ouest et d'Amérique du Nord financent 95 % de ce budget.

Le Conseil a également admis 3 nouvelles Églises membres : l'Église luthérienne augustinienne du Guatemala, l'Église luthérienne du Christ (Inde) et l'Église évangélique unie à Cuba synode luthérien.

Enfin, de nombreux messages et résolutions ont été adoptés, dont 3 des plus significatifs vous ont été transmis. Il s'agit du message aux Églises membres relatif à la **montée du populisme**, du message qui encourage la **participation des jeunes** et de la déclaration publique sur **Israël- Palestine**. Sur la question du populisme, le Conseil de la FLM « *encourage ses Églises membres, notamment leurs institutions théologiques à :*

*1. Discerner les dynamiques actuelles dans le monde et dans les Églises à travers la prière et l'analyse théologique. Il existe des perspectives différentes et parfois contradictoires au sein de l'Église ; il est donc important que les Églises créent des espaces où ces perspectives peuvent entrer en dialogue sincère afin d'approfondir le discernement. [...]*

*2. S'engager dans la société en irradiant l'espérance du Christ et la compassion à laquelle Il nous appelle. Face à des processus politiques pervers et à des systèmes économiques injustes, les Églises défendent la dignité humaine et promeuvent la justice et la paix, l'état de droit et le respect de la diversité. [...]*

3. **Résister aux systèmes et aux structures d'oppression et d'exclusion [...]. La réflexion, l'action, et la manière d'être de l'Église prend sa source dans le Christ. [...] Les Églises doivent participer activement aux débats dans la société où l'on utilise des descriptions perverses du christianisme et souligner que les « valeurs » chrétiennes sont celles de l'amour, de la compassion et de la solidarité. »**

Ces invitations et mises en garde résonnent de manière particulièrement actuelle en Europe, où dans moins de 8 mois auront lieu des élections décisives au Parlement Européen. Il n'est sans doute pas excessif de dire que l'avenir de l'Europe et de ses fondements traditionnels est en jeu, alors que certains États membres estiment, par exemple, que les Droits de l'Homme font désormais obstacle à l'épanouissement de leurs peuples. Ces enjeux sont un défi pour les chrétiens et leurs Églises : serons-nous, pour reprendre l'image de Martin Luther King, « des thermomètres qui enregistrent l'opinion de la majorité, ou des thermostats qui contribuent à transformer et réguler la température de la société » ?

Concernant l'accueil des **jeunes** et leur participation dans les structures de gouvernance, le Conseil rappelle les résolutions des Assemblées de Stuttgart (2010) et Windhoek (2017) et encourage les Églises membres à poursuivre leurs efforts, ce qui rejoint nos débats du Consistoire Supérieur d'avril dernier.

Au sujet de la **situation en Israël-Palestine**, le Conseil regrette que les opinions publiques semblent de plus en plus se désintéresser de la question. Il réaffirme son soutien à une solution à deux États, « reconnaît toujours Jérusalem comme capitale partagée entre les deux peuples et les trois religions et s'oppose à toute action visant à modifier le statu quo sans un accord sur un statut final ». Le Conseil sera sans doute amené à revoir sa position concernant une solution à deux États, qui est de plus en plus illusoire en raison de la progression sans précédent des colonies israéliennes en territoire occupé. Notre rencontre du 20 septembre (voir ci-dessous) allait dans le sens de l'encouragement de la FLM à ouvrir et susciter le débat.

## **2. L'Assemblée Générale de la Communion des Églises Protestantes en Europe (CEPE) du 13 au 18 septembre 2018 à Bâle**

Sous le thème « Libérés - liés - engagés », une centaine de délégués représentant les 108 Églises protestantes d'Europe membres de la CEPE (luthériennes, réformées, unies et méthodistes) et une cinquantaine d'experts, se sont réunis pour la 8<sup>e</sup> Assemblée Générale dans la Cathédrale de Bâle. Le fait inhabituel de tenir une Assemblée Générale dans la nef d'une cathédrale est un rappel symbolique du Concile de Bâle, qui s'est tenu dans cette même Cathédrale de manière intermittente de 1434 à 1441, à une époque de grandes tensions entre le Pape et le Concile et d'aspirations à la réforme de l'Église. De nombreux textes théologiques, qui avaient été soumis pour avis aux Églises membres, ont été adoptés (communion ecclésiale, pluralité religieuse, formation continue des pasteurs, théologie de la diaspora, médecine de la procréation). Sur la base d'un rapport préliminaire, une déclaration d'intention a été signée entre la CEPE et le Vatican, représenté par le Cardinal Kurt Koch, pour ouvrir officiellement un dialogue sur l'Église et la communion ecclésiale. C'est la première fois que le Vatican entre en dialogue avec une organisation régionale pluriconfessionnelle, les dialogues menés jusqu'à présent l'étaient toujours avec les fédérations ou communions mondiales d'une seule confession (luthériens, réformés, baptistes, ...). Cette avancée est à imputer à la pertinence du modèle de Leuenberg, qui prône la diversité réconciliée et le consensus différencié.

Des orientations pour le travail futur ont été arrêtées et transmises au Conseil qui a été renouvelé. Celui-ci comprend 13 membres et autant de suppléants. J'ai été élu comme titulaire (au titre de la Conférence des Églises Riveraines du Rhin - CERR), et Mme la Pasteure Agnès von Kirchbach comme suppléante (au titre de la Communion Protestante Luthéro-Réformée - CPLR). M. le Pasteur Gottfried Locher, Président de la Fédération des Églises Protestantes de Suisse - FEPS, a été réélu Président, avec deux coprésidents (une laïque allemande et un pasteur britannique).

La soirée d'accueil a été placée sous l'égide la CERR, qui accueillait l'AG au nom des Églises de la vallée du Rhin. Le culte du dimanche a pris place dans le cadre de la « journée suisse » avec une liturgie yodlée. La soirée d'adieu a eu lieu en bateau sur le Rhin, avec les adieux au Secrétaire Général, l'Évêque luthérien d'Autriche Michaël Bünker, et l'entrée en fonction de son successeur, le Pasteur Mario Fischer.

## **3. L'Église dans notre région**

### **a. L'Église et le GCO**

Cet été a été passablement agité sur le plan médiatique autour de la question du GCO (Grand Contournement Ouest de Strasbourg), qui suscite une vive opposition dans les villages concernés de la grande couronne strasbourgeoise. Les paroisses protestantes de ces villages, à travers leurs pasteurs et conseils presbytéraux, ont donné leur soutien aux opposants au projet. Je suis interpellé à ce sujet par des membres de notre Église, des élus, des responsables économiques : est-ce le rôle de l'Église d'intervenir dans ce type

de débat ? La réponse est évidemment oui ! Notre engagement dans la marche œcuménique vers Paris au moment de la COP 21 en novembre 2015, nos orientations sur la justice climatique adoptées par l'Assemblée de l'Union en novembre 2016 ne peuvent pas en rester simplement aux déclarations d'intention. Alors il arrive que dans des situations concrètes il faille s'engager et prendre quelques risques !

S'il ne nous appartient pas de convoquer Dieu dans nos combats, même pour des causes que nous croyons justes, la fidélité au message des prophètes et du Christ nous conduit à nous engager ici et maintenant pour la justice et la paix. A cause de l'Évangile, nous avons donc le droit, et même le devoir d'interpeller les pouvoirs publics sur des situations d'injustice, qu'il s'agisse du sort des réfugiés ou de la manière dont est prise en compte la profonde crise écologique que nous vivons.

Comme j'ai eu l'occasion de l'indiquer dans le dernier éditorial d'Infos CP, ce qui me paraît le plus grave dans cette affaire, c'est la manière dont ce dossier a été géré par les pouvoirs publics, sans tenir compte de toutes les consultations et avis défavorables. Cela donne l'impression que ces enquêtes ne sont que de pure forme, pour une décision déjà prise par avance, et met en cause la confiance dans la démocratie représentative : j'en veux pour preuve le fait inquiétant que de nombreux manifestants du 8 septembre ont déchiré leur carte d'électeur. Depuis le 10 septembre, lorsque les forces de l'ordre ont évacué la ZAD avec des moyens disproportionnés et des méthodes d'une grande violence, le sentiment prévaut parmi les opposants au projet que le rapport de force l'emporte sur la volonté de dialogue. Vouloir passer en force, sur ce dossier comme sur d'autres, contribue malheureusement à alimenter et favoriser des positions extrêmes, dans un contexte où la démocratie est fragilisée.

Il y a sans doute de fortes chances que le GCO soit construit. Je donne alors rendez-vous à nos décideurs, dont je respecte la difficile mission, pour vérifier dans quelques années que les bienfaits attendus de cet équipement sont bien au rendez-vous. Il est permis d'en douter, car cette nouvelle concession au « tout voiture » et « tout camion » n'est pas à la hauteur du défi écologique mondial qui est le nôtre et dont les ravages se font déjà sentir dans beaucoup de pays pauvres de l'hémisphère sud.

#### b. L'Eglise et la question israélo-palestinienne

Interpellés par le Conseil Œcuménique des Eglises, relayant en juin 2017 le cri d'une trentaine d'organisations chrétiennes (catholiques, protestantes et orthodoxes - COE) d'Israël-Palestine sur le sort fait aux Palestiniens, nous avons souhaité donner la parole à des témoins qui sont allés sur place. Le 20 septembre, la soixantaine de personnes qui ont répondu à notre invitation ont pu bénéficier des témoignages illustrés d'Elisabeth Mutschler (protestante) et Bernard Flichy (catholique) qui ont vécu sur place dans le cadre du programme EAPPI du COE. L'intervention de Carla Khijoyan du COE à Genève a permis d'élargir la perspective à l'ensemble du Proche-Orient. Nous souhaitons au départ donner un caractère œcuménique à cette manifestation, proposition déclinée par l'Archevêque de Strasbourg, ce qui n'a pas empêché une participation catholique significative.

#### 4. La vie interne de l'Église

Parmi les faits significatifs de ces derniers mois, il nous faut mentionner notre engagement, sur la base d'un vote unanime du Conseil Plénier, dans le projet de **Radio Numérique Terrestre (RNT)** porté par le Diocèse catholique d'Alsace et l'UEPAL, dans le cadre du réseau RCF (Radios Chrétiennes de France). Nous sommes totalement absents de la radio depuis des années, alors que ce support - une parole qui atteint directement l'auditeur - devrait être le médium protestant par excellence ! La RNT devrait être à la radio ce que la TNT a été à la télévision, et prendre progressivement la place de la bande FM. Une association œcuménique a été créée par modification des statuts de l'association catholique « Paraboles ». Une convention a été signée avec l'Archevêque, et la diffusion devrait commencer dès le 5 décembre, avec 4h d'émissions quotidiennes...

Mentionnons encore les célébrations marquant le centenaire de la fin de la Première guerre mondiale. De nombreuses initiatives existent sur le plan local. L'UEPAL est plus particulièrement engagée dans deux manifestations que je ne peux que vous recommander :

Le 20 octobre 2018 à 14h au Temple Neuf à Strasbourg aura lieu une rencontre avec une soixantaine de lycéens français et allemands, qui débattront avec le Président de l'EKD, le Pasteur Heinrich Bedford Strohm, Évêque luthérien de Bavière, et moi-même sur le thème « De l'ennemi héréditaire à l'ami : construire l'Europe de la paix ». Ce débat sera suivi par un culte célébré à 16h dans les mêmes lieux.

Le dimanche 11 novembre 2018, je vous donne rendez-vous à 14h30 à la station de tram « Port du Rhin » où sont conviés les représentants et les communautés de 8 religions, pour une marche interreligieuse qui nous conduira en un quart d'heure sur la passerelle des Deux Rives, où nous rejoindront nos amis allemands partis de la station « Kehl Bahnhof ». Les représentants des diverses religions liront une déclaration commune franco-allemande sur la paix. La rencontre se terminera à Kehl dans la salle paroissiale de l'église catholique, avec une intervention des maires des deux communes de Strasbourg et Kehl.

Pour conclure ce rapport avant tout informatif, je vous propose quelques réflexions pour introduire notre débat de cet après-midi.

L'Église est sans cesse convoquée par le Christ pour être un édifice spirituel constitué des pierres vivantes que nous sommes. Mais l'Église est aussi une réalité terrestre faite d'êtres humains de chair et de sang, dotée d'une organisation et de moyens de fonctionnement immobiliers et financiers. Pour remplir sa mission, une communauté, qui n'est pas faite que de purs esprits, doit avoir des moyens matériels appropriés. Il n'y a là rien d'anormal ou de méprisable. Mais j'ai quelquefois le sentiment que le souci ou la gestion des moyens l'emporte sur la fin, qui est l'annonce du message d'espérance du Christ. Il y a un attachement aux bâtiments et aux pierres qui doit nous interroger, sans même parler de la disparité importante entre paroisses riches et paroisses pauvres. Là encore, il ne s'agit pas de négliger ou de mépriser l'héritage dont nous sommes les dépositaires, le prix qu'ont payé nos prédécesseurs pour construire une église, un presbytère ou un foyer paroissial, et l'attachement affectif qui peut être le nôtre par rapport à ces témoignages du passé. Mais qu'en est-il du présent et de l'avenir ? Où sont nos priorités aujourd'hui ? Sauvegarder des monuments du passé ou témoigner de la présence aimante, vivante et agissante de Dieu dans notre société d'aujourd'hui ? « Là où est ton trésor, là aussi sera ton cœur ».

L'an dernier, nous avons célébré les 500 ans de la Réforme. Être des fils et des filles de la Réforme nous engage à nous réformer sans cesse, à inventer et à vivre du nouveau là où l'ancien n'est plus porteur de sens. Il ne s'agit pas de gérer le déclin, ou de « sauver les meubles », ce qui serait une tentation mortelle, mais d'imaginer et de créer les formes d'Église qui répondent aux besoins et aux attentes de nos contemporains. « Voici, dis le Seigneur, je fais toutes choses nouvelles ». Sur ce difficile chemin, dans une société et un monde en crise profonde, dans une Église qui peut quelquefois être prise de doutes sur son avenir, nous pouvons nous fonder sur sa promesse : « Je suis avec vous tous les jours, jusqu'à la fin du monde ».

Christian Albecker